

États financiers consolidés de

**INSTITUT INTERNATIONAL
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

31 mars 2004

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de
l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2004 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2004 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 7 mai 2004

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Bilan consolidé	1
État consolidé de l'évolution de l'actif net	2
État consolidé des résultats	3
État consolidé des flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5 - 11
Annexe 1 - Annexe du fonctionnement par secteurs d'activité	12
Annexe 2 - Subventions affectées à des fins particulières	13 - 14

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bilan consolidé

Au 31 mars 2004

	<u>2004</u>	<u>2003</u>
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse (note 7 b)	1 350 169 \$	1 309 524 \$
Titres négociables (note 4)	6 456 049	5 855 308
Débiteurs	5 107 736	6 390 612
Frais payés d'avance et dépôts	132 529	160 733
	<u>13 046 483</u>	<u>13 716 177</u>
IMMOBILISATIONS (note 5)	231 222	240 749
	<u>13 277 705 \$</u>	<u>13 956 926 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 105 660 \$	1 412 338 \$
Produits reportés (note 6)	5 491 513	5 866 580
	<u>6 597 173</u>	<u>7 278 918</u>
ENGAGEMENTS (note 7)		
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	231 222	240 749
Réserve pour création de programmes	3 730 280	3 808 618
Réserve pour développement à long terme	1 479 372	1 462 490
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 239 658	1 166 151
	<u>6 680 532</u>	<u>6 678 008</u>
	<u>13 277 705 \$</u>	<u>13 956 926 \$</u>

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé de l'évolution de l'actif net

De l'exercice terminé le 31 mars 2004

	Actifs nets investis en immobi- lisations	Réserve pour création de programmes	Réserve pour développement à long terme	Actifs de fonctionnement nets non affectés	Total 2004	Total 2003
SOLDE AU DÉBUT	240 749 \$	3 808 618 \$	1 462 490 \$	1 166 151 \$	6 678 008 \$	6 974 190 \$
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	(170 291)	-	-	172 815	2 524	(296 182)
Investissement en immobilisations	160 764	-	-	(160 764)	-	-
Affectation d'origine interne	-	(78 338)	16 882	61 456	-	-
SOLDE À LA FIN	231 222 \$	3 730 280 \$	1 479 372 \$	1 239 658 \$	6 680 532 \$	6 678 008 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé des résultats

De l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004	2003
PRODUITS (notes 2 b) et 3)		
Subventions affectées à des fins particulières	9 569 403 \$	8 331 750 \$
Subventions de fonctionnement	2 105 261	2 162 556
Intérêts	291 065	263 622
Autres produits	29 422	261 429
TOTAL DES PRODUITS	11 995 151	11 019 357
CHARGES (annexe 1)		
Projets		
Commerce et investissement	3 786 269	2 374 372
Services de production de rapports	2 503 410	2 652 806
Changements climatiques et énergie	1 724 923	1 400 921
Communication des connaissances	983 475	1 067 401
Mesures et indicateurs	754 315	619 295
Gestion des ressources naturelles	558 682	821 112
Politique économique	516 728	981 516
Création de nouveaux projets	78 338	41 723
	10 906 140	9 959 146
Administration	671 213	736 062
Financement et sensibilisation	275 297	417 898
Conseil d'administration	139 977	202 433
TOTAL DES CHARGES	11 992 627	11 315 539
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)	2 524	(296 182)
MONTANT AFFECTÉ DES (AUX) ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	9 527	42 539
Réserve pour création de programmes	78 338	26 547
Réserve pour développement à long terme	(16 882)	153 981
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS	73 507	(73 115)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS AU DÉBUT	1 166 151	1 239 266
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS À LA FIN	1 239 658 \$	1 166 151 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**État consolidé des flux de trésorerie**

De l'exercice terminé le 31 mars 2004

	<u>2004</u>	<u>2003</u>
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Subventions affectées à des fins particulières (annexe 2)		
Gouvernement du Canada	1 607 337 \$	3 136 307 \$
Gouvernements provinciaux	137 940	225 298
Gouvernements étrangers	4 777 967	3 346 832
Organismes des Nations Unies	961 597	471 051
Organismes internationaux	781 902	923 491
Fondations philanthropiques	247 621	223 631
Secteur privé et autres	429 972	404 678
Réduction des engagements déclarés précédemment	-	(282 726)
Subventions de fonctionnement		
Gouvernement du Canada		
Environnement Canada	200 000	200 000
Agence canadienne de développement international	1 250 000	1 000 000
Gouvernement du Manitoba	905 261	962 556
Total des subventions de fonctionnement et des subventions affectées à des fins particulières	11 299 597	10 611 118
Diminution des débiteurs	1 282 876	254 051
Autres produits	25 146	261 429
	12 607 619	11 126 598
Encaisse affectée aux activités de fonctionnement	(12 100 810)	(10 883 730)
RENTRÉES NETTES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	506 809	242 868
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Intérêts reçus pour le développement à long terme	291 065	263 622
Achat d'immobilisations	(160 764)	(126 655)
Produit de la cession d'immobilisations	4 276	-
RENTRÉES NETTES - ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	134 577	136 967
AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE ET DES TITRES NÉGOCIABLES	641 386	379 835
ENCAISSE ET TITRES NÉGOCIABLES AU DÉBUT	7 164 832	6 784 997
ENCAISSE ET TITRES NÉGOCIABLES À LA FIN	7 806 218 \$	7 164 832 \$
Composition :		
Encaisse	1 350 169 \$	1 309 524 \$
Titres négociables	6 456 049	5 855 308
	7 806 218 \$	7 164 832 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2004

1. CONSTITUTION, MANDAT ET SITUATION FISCALE

L'Institut international du développement durable (l'IIDD) a été constitué en société sans capital-actions le 15 mars 1990 en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités peu après à partir de son siège social de Winnipeg, dans la province du Manitoba, au Canada.

L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada. De plus, il est exonéré des impôts sur le revenu aux États-Unis en vertu de l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code*.

La mission de l'IIDD vise un mieux-vivre durable pour tous. Sa mission consiste à assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

a) *Périmètre de consolidation*

Les présents états financiers consolidés incluent les actifs et les passifs, l'actif net, les produits, les charges et les autres opérations de la fiducie IISD Business Trust et de IISD Solutions, toutes deux contrôlées par l'IIDD. Toutes les opérations intersociétés importantes ainsi que les soldes et les résultats d'exploitation ont été éliminés au moment de la consolidation.

IISD Business Trust exerce des activités de consultation et d'autres activités commerciales qui correspondent au mandat de l'IIDD. IISD Solutions est une société sans capital-actions constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et agit à titre de fiduciaire de IISD Business Trust. L'IIDD nomme les membres de IISD Solutions et, conformément aux modalités de IISD Business Trust, toutes les ressources de la fiducie doivent être fournies à l'IIDD à titre de bénéficiaire unique.

b) *Constataion des produits*

i) Produits tirés des subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement sont accordées à condition qu'elles soient dépensées en respectant le mandat de l'IIDD. Les produits tirés des subventions du gouvernement du Canada sont comptabilisés annuellement selon un montant équivalant à un cinquième du total des engagements en vue du financement promis pendant la période allant du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2005. Les produits tirés des subventions de la province du Manitoba sont comptabilisés selon les montants annuels prévus dans les accords de financement. Les montants supplémentaires reçus en vertu des accords de subvention en vigueur sont comptabilisés à titre de produits reportés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) Constatation des produits (suite)

ii) Produits tirés des subventions affectées à des fins particulières

Les subventions affectées à des fins particulières doivent être dépensées en respectant la volonté du donateur. Les produits tirés de subventions affectées à des activités particulières courantes sont comptabilisés lorsque les charges connexes sont engagées. Les subventions affectées à des fins particulières visant des activités particulières ultérieures sont inscrites à titre de produits reportés. Les produits tirés des subventions affectées aux activités de développement de programmes ou de développement à long terme sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la subvention est attribuée.

iii) Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, déduction faite de l'amortissement des escomptes ou des primes à l'acquisition d'obligations.

c) Titres négociables

Les titres négociables sont comptabilisés à la fraction non amortie du coût plus les intérêts courus. Les escomptes et les primes sur les obligations acquises sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante du placement.

d) Immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement, fondé sur le coût moins la valeur résiduelle sur la durée de vie utile de l'actif, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées et les taux suivants :

Systèmes informatiques	3 ans, sans valeur résiduelle
Matériel	10 ans, valeur résiduelle de 5 %
Tenures à bail	Durée initiale plus un renouvellement

e) Coûts de production des publications

Les coûts de production des publications sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel les publications sont imprimées.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2004

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

f) *Conversion des devises*

Les montants libellés en devises sont convertis en dollars canadiens comme suit :

Les soldes monétaires, qui comprennent l'encaisse, les titres négociables, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer et les produits reportés, sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les soldes non monétaires, qui comprennent les frais payés d'avance et les immobilisations, sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou les pertes de change sont pris en compte dans le calcul du revenu net.

3. ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières

L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	<u>2004</u>	<u>2003</u>
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes canadiens	1 745 \$	3 361 \$
internationaux	4 778	3 347
	6 523	6 708
Organismes des Nations Unies	962	471
Organismes internationaux	782	923
Fondations philanthropiques	248	224
Secteur privé et autres	430	405
	8 945 \$	8 731 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2004

3. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, financement et sensibilisation, la perte de change non réalisée au 31 mars 2004 d'un montant de 174 000 \$, sont ventilés par secteurs d'activité :

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières	Total
	(en milliers de dollars)		
Commerce et investissement	22 \$	3 670 \$	3 692 \$
Services de production de rapports	9	2 505	2 514
Changements climatiques et énergie	56	1 348	1 404
Communication des connaissances	25	768	793
Mesures et indicateurs	12	619	631
Gestion des ressources naturelles	62	377	439
Politique économique	10	281	291
Administration, financement et sensibilisation	(167)	2	(165)
	29 \$	9 570 \$	9 599 \$

Subventions de fonctionnement

L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [l'ACDI]). L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement pour une période de cinq ans allant du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2005. Environnement Canada renouvelle sa contribution annuellement. L'IIDD a également conclu un nouvel accord de financement d'une durée de cinq ans avec le gouvernement du Manitoba qui s'étend sur une période allant du mois d'avril 2001 au 31 mars 2006. Cet accord prévoit une subvention de fonctionnement de base totalisant 4 583 600 \$ et une subvention liée à des projets particuliers pouvant atteindre un montant additionnel de 1 145 900 \$ pour la période visée.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2004

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées 2004	Exercices antérieurs	Subventions à recevoir
	(en milliers de dollars)			
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 000 \$	200 \$	600 \$	200 \$
Agence canadienne de développement international	5 000	1 000	3 000	1 000
Gouvernement du Manitoba	4 584	905	2 023	1 656
Produits tirés des subventions de fonctionnement (note 2 b, i)	10 584 \$	2 105 \$	5 623 \$	2 856 \$

4. TITRES NÉGOCIABLES

Les titres négociables comprennent des placements dans des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou d'importantes banques à charte canadiennes. Les échéances varient de un mois à trente-cinq mois en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie. Les placements sont habituellement détenus jusqu'à l'échéance.

Le tableau qui suit résume les placements dans les titres négociables :

<u>Échéance</u>	Valeur <u>comptable</u>	Valeur <u>marchande</u>
	(en milliers de dollars)	
2005	3 565 \$	3 510 \$
2006	1 946	2 059
2007	945	976
	6 456 \$	6 545 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2004

5. IMMOBILISATIONS

Le tableau qui suit résume les catégories d'immobilisations et les composantes des actifs nets investis en immobilisations :

	2004		2003	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	(en milliers de dollars)			
Systèmes informatiques	1 882 \$	1 736 \$	1 749 \$	1 603 \$
Matériel	645	560	645	550
Tenures à bail	82	82	82	82
	2 609	2 378	2 476	2 235
Valeur comptable nette		231 \$		241 \$

6. PRODUITS REPORTÉS

L'excédent des subventions comptabilisées sur les produits constatés à titre de subventions de fonctionnement ou de subventions affectées à des fins particulières est indiqué dans les produits reportés. Le tableau qui suit résume les principales composantes de ces produits :

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Subventions affectées à des fins particulières		
Organismes gouvernementaux canadiens	923 \$	2 556 \$
internationaux	3 382	2 260
Organismes des Nations Unies	288	38
Organismes internationaux	271	504
Fondations philanthropiques	225	432
Secteur privé et autres	153	77
	5 242	5 867
Subventions de fonctionnement		
Organismes gouvernementaux Canada	250	-
	5 492 \$	5 867 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2004

7. ENGAGEMENTS

- a) L'IIDD est tenu d'effectuer des versements en vertu de divers contrats de location-exploitation qui viennent à échéance jusqu'au 31 mars 2005, comme suit :

(en milliers de dollars)

2005	92 \$
------	-------

- b) IISD Solutions a une marge de crédit d'exploitation d'un montant maximal de 250 000 \$. Au 31 mars 2004, le solde impayé à l'égard de cette facilité de crédit s'élevait à 18 963 \$ (60 759 \$ en 2003) et il a été consolidé dans les comptes de l'Institut.

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

On entend par risque de taux d'intérêt le risque découlant de la fluctuation de ces taux et de leur degré de volatilité. Pour atténuer ce risque, les périodes d'investissement sont échelonnées en fonction des besoins prévus en matière de flux de trésorerie. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une partie ne s'acquitte pas de ses obligations. Ce risque est géré en vertu d'une politique d'investissement qui limite les investissements de l'IIDD à des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Le fait que les débiteurs de l'IIDD se composent de sommes exigibles de nombreuses entités des secteurs public et privé énumérées à l'annexe 2 réduit le risque de crédit associé à ces débiteurs.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque découlant de la fluctuation des taux de change et de leur degré de volatilité. Une part importante des dépenses qu'engage l'IIDD est libellée en dollars américains ou dans d'autres devises, réduisant ainsi son exposition aux niveaux prévus de rentrées nettes en devises. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour gérer son exposition au risque de change.

Juste valeur

La valeur comptable de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. La juste valeur des titres négociables est présentée à la note 4.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Annexe du fonctionnement par secteurs d'activité (en milliers de dollars)
De l'exercice terminé le 31 mars 2004

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IIDD :

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Change-ments climatiques et énergie	Communication des connaissances	Mesures et indicateurs	Gestion des ressources naturelles	Politique économique	Création de nouveaux projets	Administration	Financement et sensibilisation	Conseil d'administration	2004		2003	
												Total	Total	Total	Total
Produits (note 3)	3 692 \$	2 514 \$	1 404 \$	793 \$	631 \$	439 \$	291 \$	- \$	(166) \$	1 \$	- \$	9 599 \$	8 593 \$		
Personnel	1 465	333	941	373	433	337	266	49	550	165	-	4 912	4 810		
Consultation	1 185	1 034	386	387	148	76	167	11	1	20	-	3 415	2 876		
Déplacements	419	888	196	127	91	85	27	14	29	13	-	1 889	1 927		
Loyer	98	55	47	22	29	19	15	-	31	9	-	325	327		
Fournitures et autre matériel	72	47	34	20	15	14	8	1	27	23	-	261	309		
Publications	63	39	32	12	2	8	14	-	-	25	-	195	239		
Amortissement des immobilisations	37	45	21	12	12	7	11	-	11	14	-	170	170		
Réunions	380	-	21	13	3	4	-	3	2	1	-	427	159		
Télécommunications	51	63	37	13	16	6	6	-	13	3	-	208	249		
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Documents de recherche	16	-	10	5	5	3	3	-	7	2	140	140	202		
Total des charges	3 786	2 504	1 725	984	754	559	517	78	671	275	140	11 993	11 316		

Excédent (des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits) des subventions affectées à des fins particulières et autres produits sur les charges

(94) \$	10 \$	(321) \$	(191) \$	(123) \$	(120) \$	(226) \$	(78) \$	(837) \$	(274) \$	(140) \$	(2 394) \$	(2 723) \$
---------	-------	----------	----------	----------	----------	----------	---------	----------	----------	----------	------------	------------

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financé au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	2 105	2 163
Intérêts	291	264
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	2 \$	(296) \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2004

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)		
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international		521 \$
Agence canadienne de développement international (ACDI)		402
Agriculture et Agroalimentaire Canada		167
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		94
Diversification de l'économie de l'Ouest		89
Environnement Canada		68
Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (ACDI)		59
Développement des ressources humaines Canada		57
Ressources naturelles Canada		41
Ministère des Pêches et des Océans		35
Affaires indiennes et du Nord		33
Autres		41
		1 607
Gouvernements provinciaux		
Manitoba		119
Colombie-Britannique		19
		138
Gouvernements étrangers		
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 192	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	392	
Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP)	184	1 768
Suède		
Agence suédoise de développement international	843	
Ministère des Affaires étrangères	73	
Ministère de l'Environnement	18	934
Norvège		
Ministère des Affaires étrangères	465	
Ministère de l'Environnement	68	
Direction de la gestion de la nature	16	549
Pays-Bas		
Ministère des Affaires étrangères	393	
Ministère du Logement	75	468
France		
Ministère des Affaires étrangères	207	
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie	125	332
Royaume-Uni		
British Embassy Beijing (ambassade du Royaume-Uni à Beijing)	130	
Department for International Development (développement international)	128	258
Allemagne		
Ministère de l'Environnement	110	
Société allemande pour la coopération technique (GTZ)	25	
Ministère de la coopération et du développement économiques (BMZ)	18	153
Japon		
		99
Australie		
		87
Espagne		
		78
Autriche		
		31
Autres		
		21
		4 778 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2004

Organismes des Nations Unies	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	833 \$
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	76
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	36
Autres	17
	962
Organismes internationaux	
Union mondiale pour la nature (UICN)	240
Organisation internationale des bois tropicaux	106
The Global Action Network Net (GAN-Net)	88
Secretariat of the World Forestry Council	86
Société financière internationale	73
Institut indo-canadien Shastri	61
Royal Institute for International Affairs (RIIA)	33
Banque mondiale	32
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	25
Autres	38
	782
Fondations philanthropiques	
Fondation Mott	73
Fondation Rockefeller	71
The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research (MISTRA)	38
Autres	36
Fondation Winnipeg	30
	248
Secteur privé et autres	
Autres (somme des montants inférieure à 25 000 \$)	190
Manitoba Hydro	80
Econoler International	50
Climate Change Central	42
Experco International Ltd.	41
Global Knowledge Partnership Secretariat	27
	430
	8 945 \$